

Politiques et stratégies éducatives du Burkina Faso



Introduction

- Le contexte africain marqué par l'application du PAS.
- Conséquences
- Le désengagement progressif de l'état du secteur éducatif
- La privatisation du secteur éducatif.
- Les indicateurs de mesure de l'éducation du Burkina Faso restent parmi les plus bas au monde. Selon le classement du PNUD 2009, il partage la dernière place avec le Niger au niveau de l'alphabétisation et de l'éducation.
-

Introduction

- Depuis une dizaine d'années le Burkina Faso a toujours été classé parmi les cinq pays les plus pauvres du monde par le PNUD. (Rapport mondial sur le développement humain durable)
- 46,4% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté . En 2003 ce seuil a été estimé à 82.672 F par personne et par an (127Euro) soit environ 227 FCFA/jour (Environ 40 centimes Euro).

Plan

- I L'organisation du système éducatif
- II Les politiques éducatives

I l'organisation du système éducatif

- Le système éducatif burkinabè comprend
- un système formel
- un système non formel.

Organisation du système éducatif

- L'enseignement formel
- l'enseignement de base

Jusqu'à une date très récente (2007),

l'enseignement de base était constitué par le préscolaire pour les enfants de 3 à 6 ans et le primaire pour les enfants de 7 à 13 ans.

Depuis la rentrée 2007, une réforme étend l'enseignement de base au premier cycle du secondaire .

Organisation du système éducatif

- L'enseignement non formel comprend
- l'éducation non formelle de la petite enfance (Bi-songo, Halte garderie, etc.);
- l'alphabétisation, assurée au niveau du MEBA par un Ministère délégué à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle, par certaines structures (ONG) et ministères (santé, agriculture, environnement etc.). Elle regroupe

Organisation du système éducatif

- les Centres permanents d'alphabétisation et de formation (CPAF) ;
- les Centres d'éducation de base non formels (CEBNF, écoles communautaires), avec possibilité de rejoindre le système formel secondaire.

Organisation du système éducatif

- les cours du soir organisés par des personnes privées ou des structures associatives, pour la préparation de concours professionnels ou d'examens nationaux, généralement du niveau secondaire.

Organisation du système éducatif

- l'enseignement secondaire, allant, jusqu'à la réforme de 2007, de la sixième à la terminale, et, depuis lors, de la seconde à la terminale ;
- l'enseignement supérieur, assuré par les universités et les instituts d'enseignement supérieur, avec des cycles courts (IUT, 2 à 3 ans) et des cycles plus ou moins longs selon les spécialités, avec comme découpage général le système LMD (Licence, Maîtrise et Doctorat, préparés respectivement en trois, cinq et huit ans).

Organisation du système éducatif

- Des mesures sont prises pour décentraliser la gestion de l'enseignement.
- Dans le cadre de la décentralisation, il est prévu la prise en charge de certains établissements par les collectivités territoriales, certaines communes en commun la gestion d'établissements secondaires.

.

Les politiques éducatives

On peut distinguer trois (3) grandes périodes ou politiques éducatives

1. La période de planification pour le développement (1960-1990)

2. La période d'ajustement sectoriel éducationnel (1991-2000)

3. La période de lutte contre la pauvreté (CSLP-PDDEB (2001))

La période de planification pour le développement (1960-1990)

Les trois décennies qui ont suivi l'indépendance du Burkina Faso est caractérisée par ce qu'on peut appeler la planification pour le développement. Elle a débuté par une forte mobilisation de la communauté internationale pour aider les pays africains nouvellement indépendants à développer leurs systèmes éducatifs afin d'accélérer leur développement économique et social.

La période de planification pour le développement (1960-1990)

- Caractéristique de l'école
- - très sélectif
- -centré sur la formation d'une élite
- L'état est très présent

La période de planification pour le développement (1960-1990)

- Révolution Démocratique et Populaire (RDP) qui l'a fait passer de 17% en 1983 à 29% en 1990
- Période assez volontariste.

La période d'ajustement sectoriel éducationnel (1991-2000)

- A partir des années 80/90, pratiquement tous les pays africains sont entrés en crise et ont connu un dérèglement de leur système économique. Cela a eu un impact sérieux sur les capacités des Etats à répondre à toutes les demandes sociales, en particulier l'emploi et aussi l'éducation – ce qui illustre l'inefficacité des plans élaborés et appliqués.

La période d'ajustement sectoriel éducationnel (1991-2000)

- Sans entrer dans les détails, disons que la proportion des boursiers de l'université de Ouagadougou est passée de 97,8% en 1988-1989 à 36,2% en 1996-1997 puis à 16,5% en 1999-2000
- . Le résultat concret de l'ajustement sectoriel éducatif a donc été d'écarter les pauvres d'une des principales voies de sortie de leur pauvreté dans notre contexte social

Plan Décennal de Développement de l'Enseignement de Base (PDDEB)

- **Les objectifs poursuivis par le PDDEB sont les suivants :**
- porter le taux de scolarisation à 70% en 2010, ;
- diversifier les formules d'éducation de base telles que les écoles satellites, les centres d'éducation de base non formelle (CEBNF), les écoles franco-arabes, les centres « d'alphabétisation des petits » ;
- amener le taux d'alphabétisation à 40% en 2010

Objectifs PDDEB

- diversifier les actions de post-alphabétisation en langues nationales et en français pour mieux assurer la formation-information des alphabétisés et créer un environnement lettré, propice au développement de l'éducation de base ;
- renforcer les capacités de pilotage et de gestion du MEBA par la formation des personnels, le développement de l'information et de la recherche appliquée, la mise en place d'un dispositif opérationnel de suivi/évaluation des projets et programmes.

Objectifs: PDDB

- Pour son financement et sa réalisation, le PDDEB bénéficie des aides multi et bilatérales des partenaires au développement, de l'Initiative PPTTE à laquelle le Burkina Faso a été déclarée éligible en 1997, de l'EPT, des programmes spécifiques des Nations-Unies tels que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), de l'Initiative 20/20 et l'Education pour Tous (EPT).

Objectifs PDDEB

- **Au niveau de la couverture d'éducation de base formelle**, il s'agit d'améliorer l'accès, l'admission (TBA) pour l'ensemble des enfants d'âge pré-scolaire et scolaire et, particulièrement pour les filles avec une meilleure parité de sexe

Objectifs: PDDEB

- **Au niveau de la couverture d'éducation non formelle**, il s'agit d'accroître le taux d'alphabétisation par l'utilisation maximale des infrastructures scolaires existantes pour les campagnes d'alphabétisation et la mobilisation de tous les acteurs (communautés et associations de la société civile) et de tous les partenaires.

Bilan

- Ces différentes progressions des nouvelles inscriptions au CP1 a permis de doubler le taux brut global d'admission (TBA = rapport entre inscrits et scolarisables au CP1) entre 2000-2001 et 2006-2007. Ce taux est passé de 38,6% à 78,31%. Celui des filles est passé de 32,9% à 73,17% contre respectivement 44,1% et 83,29% pour les garçons.

Bilan: Infrastructures

- important déficit de salles de classe. 21,4% des écoliers n'ont pas de places assises
- accroissement du nombre de salles de classe en mauvais état.

Bilan: infrastructures

- En 2006-2007, près de 10% (9,9%) des 28 925 salles de classe étaient en mauvais état.
- Plus de la moitié (57,2%) des 8 182 écoles existantes en 2006-2007 sont des écoles incomplètes. (école de 3 classes)

Bilan

- 59,3% n'ont pas un accès à l'eau potable
- Dans l'enseignement général public, 13,6% des établissements ne disposent toujours pas de latrines .

Bilan

- La mise en œuvre de la politique de distribution de manuels scolaires a connu des résultats mitigés
- -causes
- -mauvaise gouvernance
- -manque de structures de pression

Pédagogie

- La pédagogie en vigueur est la pédagogie par objectifs qui sera supplée dans le cadre de la réforme du système éducatif (adoptée depuis 2007), par l'approche par compétence.

Privatisation de l'enseignement

- En 2007 le secteur privé accueillait 37,0% des élèves du premier cycle et 45% de ceux du second cycle
- Dans les grands centres, cette part du privé est énorme, ainsi dans la région du centre qui abrite la capitale, sur un total de 354 établissements (d'enseignement secondaire général et enseignement secondaire technique et professionnel) recensés en 2010-2011, 320 étaient privés contre seulement 34 publics.

Bilan: effectifs

- Le nombre d'élèves par classe est toujours élevé au post primaire où il est de 67 élèves par classe. C'est le secteur public qui est confronté à ce phénomène de surcharge des classes avec un ratio atteignant 78 élèves par classe

Bilan: performance

- 20% la population n'accèdent pas à l'école.
- sur les 80% (taux brut d'accès) qui entrent à l'école primaire, environ 60% abandonnent avant le CM2 (soit environ 48 enfants qui abandonnent, laissant ainsi seulement 32 enfants qui achèvent le primaire).

Bilan: performance

- ils ne sont que 20% (soit 16 enfants sur 100) à accéder en 6^{ème} (première année du collège), 10,7% (soit 8 enfants sur 100) en 3^{ème} (dernière année du collège) et seulement 6,3% en classe de terminale.

Bilan

- Au supérieur
- 4 universités publiques
- Plus d'une dizaine d'universités privées
- Manque d'infrastructures
- Insuffisances de salles
- Insuffisance d'enseignants.

Conclusion

- Un système éducatif qui ne fonctionne que très partiellement.
- Les luttes des acteurs de l'éducation
- (Enseignants, Etudiants, élèves)
- Des revendications corporatistes. Rejet des mesures du PAS
- Des revendications pour les libertés démocratiques